

LIBYE

Les rebelles libyens ont déjà planifié l'après-Kadhafi

Un mémorandum des rebelles libyens sur l'après-Kadhafi recommande le maintien de la plupart des infrastructures existantes du régime afin d'éviter un chaos comparable à celui qu'a connu l'Irak après la chute de Saddam Hussein, a rapporté hier le Times.

Ce rapport de 70 pages, que le quotidien britannique s'est procuré, a été élaboré par les opposants libyens regroupés dans le Conseil national de transition (CNT), qui reconnaissent toutefois qu'ils ont peu de chance de renverser le dirigeant au pouvoir depuis si longtemps mais estiment que les divisions internes le forceront à partir.

Les rebelles libyens comptent sur une «force opérationnelle à Tripoli» constituée de 10 000 à 15 000 hommes pour sécuriser la capitale et capturer les partisans de Mouammar Kadhafi.



Photo : I.D.R.

Toujours selon le projet, environ 5 000 policiers seront recrutés pour servir comme forces de sécurité du gouvernement provisoire. Les rebelles affirment que 800 responsables de l'actuel

gouvernement ont déjà été acquis à leur cause, et qu'ils pourraient former le noyau d'une nouvelle administration, poursuit le journal. Le document indique comment les télécommunica-

tions, les transports et le secteur énergétique seront assurés dans les quelques heures suivant l'effondrement du régime. Les rebelles, toujours selon le texte, comptent énormément sur les

défections. Ils estiment qu'environ 70% des hauts responsables du pouvoir actuel s'engageront auprès du nouveau régime.

Le CNT a confirmé l'authenticité du mémorandum, mais demandé au quotidien britannique de ne pas mentionner certains points importants qui pourraient compromettre l'opération en cours. Aref Ali Nayed, le responsable de la cellule de planification pour la «force opérationnelle», a déclaré qu'il était important que le public «sache qu'il existe un projet».

«Ce que vous avez obtenu, c'est une première ébauche. On travaille maintenant à quelque chose de plus important», a-t-il dit au Times.

La ville de Bir Ghanam toujours aux mains des rebelles

La ville stratégique libyenne de Bir Ghanam, située à 80 kilomètres au sud-ouest de Tripoli, était toujours aux mains des rebelles dimanche soir, selon des témoins.

Le régime avait affirmé auparavant avoir repris le contrôle de Bir Ghanam, conquise la veille par les rebelles, mais dimanche soir, ces derniers contrôlaient la ville où la situation était calme, a indiqué la même source.

«Des rebelles contrôlent les check-points. Il n'y a aucun tir», a témoigné le journaliste, qui a précisé que des avions de l'Otan survolaient fréquemment la localité dans la nuit de dimanche à lundi. Le Premier ministre libyen Baghdadi Mahmoudi avait affirmé quelques heures auparavant au cours d'une conférence de presse que les troupes du régime avaient repris «le contrôle total» de Bir Ghanam. La localité constitue un verrou stratégique sur la route de la capitale.

MAURITANIE

L'opposition peine à s'entendre sur le dialogue avec le pouvoir

La Coordination de l'opposition démocratique (COD) de Mauritanie, principale coalition de l'opposition, n'a pas réussi dimanche à adopter une position commune sur le dialogue avec le pouvoir à cause de divergences sur la procédure envisagée, selon un de ses responsables.

«Les dirigeants (de l'opposition) ont tenu une réunion marathon dimanche pour constater qu'ils divergent gravement sur des questions de procédures et des préalables posés par certains» d'entre eux avant le dialogue avec le pouvoir, a assuré hier à l'AFP ce responsable à la COD, qui a requis l'anonymat.

Selon lui, les divergences tournent autour du principe de la constitution d'une commis-

sion de la COD qui irait discuter avec le pouvoir des feuilles de route sur le dialogue concoctées par la majorité et l'opposition.

Elles concernent également les préalables posés par la COD dont l'ouverture des médias à tous les acteurs politiques et l'engagement du pouvoir de s'abstenir de toute élection non consensuelle, des préalables que le pouvoir considère comme devant être des thèmes du dialogue politique envisagé.

«Si aucune solution n'est trouvée, je crains que la COD ne vole en éclats», a souligné cette source qui estime que des initiatives pouvant rapprocher les points de vues dans l'opposition «sont déjà dans l'air».

Le principal parti de l'opposition, le Rassemblement des forces démocratiques (RFD) d'Ahmed Ould Daddah, qui «tient à la

satisfaction des préalables» avant tout dialogue, a par ailleurs appelé hier dans un communiqué à mettre fin aux régimes militaires en Mauritanie «dont celui du général Mohamed Ould Abdel Aziz n'est que le dernier avatar».

Il a dénoncé «l'impasse» dans laquelle le président Ould Abdel Aziz «a installé le pays, du fait de son exercice solitaire du pouvoir, de la marginalisation subséquente de la classe politique et de son mépris pour le peuple mauritanien et ses représentants».

L'ex-général Ould Abdel Aziz est arrivé au pouvoir par un putsch le 6 août 2011 avant d'être élu au premier tour un an plus tard à la présidence de la République au terme d'une élection rejetée par l'opposition comme «frauduleuse».

ITALIE

L'opposition accuse Berlusconi d'avoir mis l'Italie sous «tutelle»

Une «lettre secrète» envoyée par la BCE à Silvio Berlusconi pour dicter ses conditions au soutien à la dette italienne faisait polémique hier en Italie, l'opposition accusant le Cavaliere d'avoir placé le pays sous «tutelle» des puissances étrangères.

La lettre, révélée hier par le journal *Il Corriere della Sera*, dresse la liste de mesures (libéralisation, privatisation des sociétés municipales gérant déchets, transport ou distribution d'électricité, et réforme du marché du travail) que le gouvernement doit adopter «au plus vite» en contrepartie du soutien de la Banque centrale européenne à la dette italienne.

Selon le *Corriere*, la missive signée par le président (bien président) Jean-Claude Trichet et son successeur désigné Mario Draghi suggère même à M. Berlusconi les outils législatifs à utiliser : des décrets gouvernementaux plutôt que des projets

de loi dont le vote au Parlement est plus long. L'opposition de gauche a exigé des éclaircissements du gouvernement.

«Que nous demandent vraiment la BCE et les institutions internationales ? Un gouvernement impuissant totalement discrédité et désormais sous tutelle doit au moins dire quelle est la situation réelle», a déclaré à la presse le chef du Parti démocrate (PD, gauche), Pierluigi Bersani.

L'ex-commissaire européen Mario Monti, personnalité appréciée à droite et à gauche, avait ouvert la série des critiques dimanche en estimant dans un éditorial du *Corriere della Sera* que l'Italie était dirigée par un «podestat étranger».

Pour cet économiste, l'Italie a perdu sa «dignité», sa classe politique est «déclassée», le «temps perdu» à sous-estimer les problèmes se traduit par une cure d'austérité plus sévère et la croissance va être «pénalisée» car «les décisions imposées par les marchés et l'Europe feront prévaloir la stabilité sur la croissance».

Après une semaine de chute de la Bourse de Milan et de montée en flèche des taux obligataires, le gouvernement a annoncé par surprise vendredi soir une anticipation de l'équilibre budgétaire à 2013 au lieu de 2014. Mercredi, l'exécutif doit rencontrer les partenaires sociaux, et les nouvelles mesures d'économies seront présentées jeudi au Parlement qui, exceptionnellement, ne fermera pas ses portes au mois d'août. Pour Guido Compagna, éditorialiste politique du site d'informations économiques Firstonline.info, la déclaration franco-allemande de dimanche et les annonces de soutien de la BCE prouvent que «le gouvernement italien a été de facto mis sous tutelle de ceux qui comptent en Europe».

Silvio Berlusconi accepte cette situation «à contrecœur car il y voit la seule possibilité pour son gouvernement de durer, si possible jusqu'à la fin de la législature», selon l'expert. Sur le plan politique, M. Berlusconi n'arrive pas à retrou-

ver un second souffle depuis deux échecs successifs avant l'été, aux municipales et lors de référendums, et en raison de scandales de corruption frappant sa majorité.

«Il n'y a aucune mise sous tutelle de l'Italie», qui est uniquement «soumise (...) à un contexte économique et financier très difficile», a rétorqué hier Fabrizio Cicchitto, chef de file des députés du PDL, le parti de M. Berlusconi.

Umberto Bossi, chef de la Ligue du Nord et allié-clé de M. Berlusconi a jugé «positif» que l'Italie soit «conditionnée par l'Europe et la BCE» car «pendant trop longtemps le pays a vécu au-dessus de ses moyens».

Pour Carlo Maria Pinardi, professeur à la prestigieuse université Bocconi, «l'Italie a toujours eu besoin de voir le bord du gouffre pour se mettre à réagir» et «la faiblesse du gouvernement a contribué à la détérioration économique et financière du pays, nécessitant des pressions extérieures plus fortes».